

Cameron et l'UE: un accord contre le « Brexit »

Le compromis présenté mardi pourrait susciter de vifs débats entre chefs d'Etat et de gouvernement européens

LONDRES, BRUXELLES -
correspondants

David Cameron a gagné une manche. Le préaccord mis sur la table par Bruxelles, mardi 2 février, répond point par point à toutes ses demandes d'« amélioration » de l'Union européenne (UE). Mais le premier ministre britannique devra attendre encore un peu avant de pouvoir, muni de ce précieux viatique, partir en campagne pour le oui au maintien de son pays dans l'Union.

Taillé sur mesure pour le Royaume-Uni, négocié essentiellement avec le Conseil et la Commission européenne, ce compromis doit encore être agréé par les 27 autres membres de l'Union. Et la partie n'est pas gagnée. De fait, les concessions faites à Londres sont consécutives. Si Bruxelles a rejeté la revendication initiale de M. Cameron d'une suppression des prestations sociales pour les migrants européens pendant les quatre premières années de leur séjour au Royaume-Uni, le préaccord de mardi propose un « mécanisme de sauvegarde », qui pourrait aboutir à un résultat comparable.

Certes, l'usage de ce « frein » devrait être limité à des situations de pression migratoire « exceptionnelle », qui restent à définir dans un texte que la Commission est censée rédiger (en cas de oui au référendum). Et les 27 autres pays pourraient aussi l'actionner. Mais le Royaume-Uni a presque obtenu d'être classé dans cette catégorie,

pour une durée qui reste à négocier. Dans une déclaration mardi, la Commission reconnaît que « les situations exceptionnelles » qui justifient l'usage du frein « existent au Royaume-Uni aujourd'hui ». Les autres Etats qui, à la différence de

Londres, ont un système social contributif (fondé sur des cotisations et non sur l'impôt) pourraient ne pas pouvoir actionner le frein aussi aisément.

Accord « juste » et « acceptable »

L'autre grande exigence de Londres était d'avoir son mot à dire dans toute décision des pays de la zone euro ayant un impact sur les non-membres comme le Royaume-Uni. Il s'agit d'empêcher l'eurozone de prendre une décision contraire aux intérêts de la City. Le préaccord prévoit un nouveau mécanisme destiné à permettre au Royaume-Uni de « discuter » les décisions de la zone euro s'il réunit sur sa position un certain nombre (restant à négocier) de pays non-membres de la zone euro.

Une première séance de décortiquage du compromis est prévue entre les « sherpas » des 28 dirigeants de l'Union dès vendredi à Bruxelles. Une deuxième session se tiendra le 11 février. Des Etats vont-ils protester contre un traitement de faveur de Londres ? Réclamer la même chose ? C'est ce que voudraient surtout éviter Donald Tusk, le président du Conseil, et Jean-Claude Juncker, celui de la Commission, qui redoutent qu'à multiplier les approches différenciées, l'UE, déjà mal en point, devienne une « Europe à la carte ».

A ce stade, ils sont confiants et estiment avoir obtenu un accord avec Londres « juste » et « acceptable par les Vingt-Huit ». « Ils ont réussi à résoudre la quadrature du cercle. Pas de changements de traités, parce que personne n'en voulait, pas d'exception applicable uniquement au Royaume-Uni, mais des solutions qui engagent toute l'Union, comme le voulait Cameron », résume un diplomate européen. Il est ainsi précisé que

le Royaume-Uni n'est « pas engagé à une intégration plus poussée » dans l'Union. Cette déclaration sera incluse dans le traité européen lors d'une prochaine révision, sans échéance précise.

Les principales lignes rouges des grands pays ont été respectées. La France voulait absolument éviter que Londres obtienne un droit d'intervention, voire un veto sur les décisions de l'eurozone – le président François Hollande s'est encore entretenu lundi 1^{er} février avec M. Cameron sur le sujet. M. Juncker, qui fut longtemps président de l'Eurogroupe, et la Banque centrale européenne, étaient aussi très sensibles sur ce point.

La Pologne inquiète

Berlin, de son côté, a obtenu que les concessions à Cameron sur les restrictions d'accès des non-Britanniques aux aides sociales, ne violent pas deux principes fondamentaux de l'Union européenne : la liberté de circulation et la non-discrimination. Nombre d'autres capitales tenaient au respect de ces principes.

« Nous n'avons encore entendu aucune revendication du type : nous aussi, nous voulons un traitement de faveur », témoignent plusieurs diplomates. David Cameron, conscient de l'enjeu, a fait plusieurs fois le tour des capitales européennes ces derniers mois, pour expliquer son point de vue.

La position de la Pologne, dont 700 000 ressortissants résident au Royaume-Uni, inquiète. Le pays est dirigé depuis l'automne par un gouvernement issu du parti Droit et justice, conservateur et eurosceptique, qui défie Bruxelles. La première ministre, Beata Szydlo, devait rencontrer le président Hollande mercredi 3 février, à Paris, et M. Cameron ven-

dredi à Varsovie. « Les conservateurs britanniques sont les seuls alliés du parti Droit et justice au niveau européen [ils appartiennent au groupe des conservateurs et réformistes], cela devrait aider à convaincre Varsovie », pense un diplomate européen. Le ministre polonais des affaires européennes, Konrad Szymanski, a parlé d'« bon point d'entrée dans les négociations » et d'un « pas dans notre direction » : d'après lui, il s'agit d'une « amélioration par rapport aux précédentes propositions ».

A Bruxelles, on veut surtout que croire que « la volonté politique qui s'est clairement exprimée, d'aider Cameron et de garder son pays dans l'Union, lors du dernier conseil européen des 17 et 18 décembre » prévaudra. On estime aussi qu'aucun Etat n'a intérêt à faire dérailler la négociation avec Londres. Le risque pris – une sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni en bout de course – serait trop considérable.

Enfin, MM. Cameron, Tusk et Juncker doivent aussi convaincre le Parlement européen, qui devra aussi se prononcer (après le référendum, si le oui l'emporte). Et les députés européens risquent d'être de mauvaise composition, Bruxelles ayant répondu par l'affirmative à la demande de renforcement des prérogatives de Westminster.

Le texte adopté mardi ouvre le droit à contestation de tout projet de législation européenne par 55 % des parlements nationaux, ce qui risque d'affaiblir l'hémicycle strasbourgeois. Mais déjà, l'opération de charme a commencé : Cameron a rencontré Martin Schulz, le président du Parlement européen, vendredi 29 janvier. ■

PHILIPPE BERNARD
ET CECILE DUCOURTIEUX

A Bruxelles, on redoute que, à multiplier les approches différenciées, l'Union devienne une « Europe à la carte »

Un décortiquage du compromis est prévu entre les « sherpas » des vingt-huit dirigeants de l'UE dès vendredi

Les eurosceptiques critiquent le compromis passé avec Bruxelles

DANS LE SCÉNARIO bien au point mettant en scène un David Cameron se battant comme un tigre face à Bruxelles pour arracher des concessions à la hauteur du désenchantement britannique à l'égard de l'Europe, ce mardi 2 février a représenté un moment exceptionnel. Après des mois de négociations, le premier ministre a pu brandir le préaccord publié par Donald Tusk, le président du Conseil européen.

« Je peux dire la main sur le cœur que j'ai tenu les engagements de mon programme, a lancé M. Cameron, s'exprimant en bras de chemise dans un atelier d'une usine Siemens, comme pour souligner que le travail n'est pas achevé. *Les gens disaient que je promettais une renégociation et un référendum qui n'auraient jamais lieu. Et voilà, ils ont lieu.* »

Sur l'immigration, sa revendication essentielle, il s'est targué d'avoir obtenu un « paquet de mesures puissant et vigoureux ». A Downing Street, on ne cachait pas

sa satisfaction d'avoir abouti à une liste « complète » de réformes « qui lient juridiquement et de façon irréversible » les institutions européennes, même si on ne cachait pas que « des progrès restent à faire ».

« Arnaque »

Le premier ministre qui, pour peser sur la négociation, fait mine de laisser planer un doute sur son oui à l'Union européenne (UE) au référendum qui pourrait avoir lieu le 23 juin, n'est pas formellement entré en campagne. Ce sera chose faite après le conseil européen des 18 et 19 février, si les 27 partenaires de l'Union avalisent le préaccord. Mais déjà, son discours de mardi a amorcé le tournant : en présentant le texte de M. Tusk destiné à garder le Royaume-Uni comme « une avancée substantielle », le premier ministre est quasi entré dans l'arène anti- « Brexit » (« British Exit » ou sortie du Royaume-Uni de l'UE).

Ses amis conservateurs eurosceptiques

et une partie de la presse ne partagent pas son enthousiasme sur le document de Bruxelles. « C'est tout, M. Cameron ? », interroge le tabloïd *The Daily Mail*, qui évoque « une arnaque ». De son côté, le *Sun* s'indigne : « Les contribuables britanniques vont continuer de subventionner des pays aussi éloignés que la Pologne ou la Bulgarie. »

Les critiques politiques ont commencé à fuser, agitant la rhétorique de la perte de souveraineté : « Si nous devons téléphoner à 27 amis [européens] avant de pouvoir actionner le frein d'urgence [sur l'immigration], alors aucun conducteur ne voudra monter dans la voiture », a ironisé Nigel Evans, un député conservateur.

Plus grave pour M. Cameron, le maire de Londres, Boris Johnson, qui pourrait jouer la carte du « Brexit » pour lui succéder, a estimé qu'« il serait mieux que le Royaume-Uni, qui est un pays indépendant, dispose de son propre frein sur les lois de l'UE ». ■

PH. B.